

CONTRAT DE PRÊT D'ŒUVRE

ENTRE:

Le DEPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE,

Collectivité territoriale ayant son siège au 11 rue François Chénieux – CS 83112 - 87031 LIMOGES CEDEX 1, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Jean-Claude LEBLOIS, habilité par la délibération de la Commission permanente du 7 juillet 2026,

Ci-après dénommé « le Département » ;

Et

Le MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT

Etablissement public local culturel ayant son siège social au 1 allée du musée 59491 VILLENEUVE D'ASCQ, représenté par le directeur du Musée, Monsieur Sébastien FAUCON,

Ci-après dénommé « l'Etablissement culturel » ;

Ensemble, ci-après dénommés « les parties » ;

PREAMBULE :

Le présent contrat a pour but de fixer les obligations de l'emprunteur et du prêteur dans le cadre de l'exposition « Singulières » organisée du 03/10/2026 au 14/02/2027 au LaM, VILLENEUVE D'ASCQ.

ARTICLE 1 : DUREE ET ŒUVRES CONCERNEES

1-1. Liste des œuvres concernées :

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Joker)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.556

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Cactus)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.613

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Clown)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.621

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Du cul)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.639

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (L'entonnoir)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.683

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Les lèvres)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.685

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Luth)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.690

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Pastel gras transparents)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.711

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Poèmes figuré 2)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.724

Artiste : Sophie Podolski
Titre : *Sans titre (Vache qui rit)*
Date : s.d
Numéro d'inventaire : 2020.755

1-2. Durée du prêt :

La durée de prêt s'étend du 01/09/2026 au 12/03/2027. Cela prend en compte la date d'enlèvement, de montage d'exposition ainsi que le démontage et le retour au sein du musée.

L'œuvre est couverte sur cette même durée par la garantie d'assurance clou à clou assurée par l'emprunteur.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS ESSENTIELS

2-1. Demande de prêt :

Tout prêt d'œuvre s'appuie automatiquement sur une demande établie soit par voie postale soit par courriel et comporte les informations importantes telles que : le nom de l'organisme, le lieu d'exposition, le titre de l'exposition, la date de l'exposition (le cas échéant les dates souhaitées du prêt), la liste des œuvres (artiste, titre, date, numéro d'inventaire) et les coordonnées du responsable et/ou de la personne en charge du dossier.

Un résumé du projet peut accompagner cette demande afin d'en apprécier l'intérêt.

2-2. Fiche de prêt :

Une fiche de prêt est transmise avec le présent contrat à l'emprunteur qui la renvoie signée afin d'en constituer un document contractuel.

Sont obligatoirement indiqués sur la fiche de prêt : les dates d'exposition, les œuvres empruntées, le lieu d'enlèvement et de retour, la valeur d'assurance et les préconisations éventuelles.

2-3. Facility report :

Avant validation de la demande de prêt, l'emprunteur s'engage à fournir au prêteur le *facility report*, lequel fournit notamment des informations sur les normes climatiques ainsi que la protection contre le vol et l'incendie pour permettre de déterminer si le lieu est adapté pour accueillir des œuvres.

ARTICLE 3 : TRANSPORT

3-1. Conditions :

Le transport ainsi que le conditionnement sont à la charge de l'emprunteur.

L'adresse d'enlèvement et de retour figure sur la fiche de prêt signée par les deux parties.

En cas de changement celui-ci est notifié sur la fiche de prêt et validé par la signature des deux parties.

Seul un transporteur agréé ou un transport interne est accepté. L'emprunteur désigne l'entreprise de transport. Toutefois, le prêteur peut refuser cette désignation s'il juge l'entreprise non adaptée au transport d'œuvres.

Le prêteur peut exiger la fabrication d'une caisse ou de tout autre conditionnement si cela s'avère nécessaire pour la sécurité de l'œuvre. Si l'œuvre dispose déjà d'un conditionnement adapté, celui-ci est réutilisé.

Au retour de l'œuvre l'emprunteur s'assure d'utiliser le même emballage qu'à l'arrivée, sauf si celui-ci est détérioré ou inadapté à la nature du bien.

3-2. Constat d'état :

Un constat d'état de départ est remis à l'emprunteur pour chaque œuvre, accompagné de photographies aussi précises que possible.

À l'arrivée de l'œuvre, une vérification est effectuée. En cas de modification de l'état du bien le prêteur doit en être informé.

Le document est signé par les deux parties au départ et à l'arrivée de l'œuvre, tant à l'aller qu'au retour.

3-3. Convoiment :

Si le prêteur le juge nécessaire, un convoiment est exigé pour le transport et/ou l'installation de l'œuvre. Le convoyeur supervise le déballage, la vérification de l'état et son installation.

L'emprunteur prend en charge les frais de transport du convoyeur ainsi que les *per diem*, calculés en fonction de la durée du séjour. En cas de séjour de plusieurs jours, l'emprunteur prend également en charge les nuitées et les frais annexes nécessaires (péage, carburant, taxi, etc.).

Des exigences spécifiques s'appliquent aux conditions de transport et de séjour du convoyeur : l'hébergement s'effectue dans un hôtel de catégorie minimale trois étoiles. Si la durée de voyage dépasse cinq heures, le transport s'effectue en première classe.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PRESENTATION

4-1. Informations préalables :

Le prêteur fournit à l'emprunteur toutes les informations utiles concernant chaque œuvre, sa propriété et les documents techniques nécessaires à sa présentation.

Il informe également l'emprunteur des conditions d'utilisation et des droits afférents aux visuels fournis.

L'emprunteur protège la ou les œuvres prêtées contre les risques de vol et de détérioration et veille à les présenter dans des conditions adaptées à leur nature ainsi qu'à leurs matériaux.

4-2. Conservation préventive :

L'installation est réalisée par un prestataire spécialisé ou par le personnel de l'emprunteur. Dans le premier cas, le prestataire est supervisé par le personnel de l'emprunteur.

Le prêteur peut imposer certains modes de présentation et exigences spécifiques (mise à distance, agent de sécurité, socle sécurisé). Lorsqu'un protocole existe, celui-ci est transmis avec la fiche de prêt afin d'être étudié en amont.

Les normes de conservation suivantes devront être respectées :

- Température : 19 °C (+/- 2 °C) ;
- Hygrométrie : 50 % (+/- 5 %) ;
- Lumière : 50 lux pour les œuvres graphiques et textiles
150 lux pour les œuvres d'autres domaines.

L'emprunteur s'engage à ne pas exposer les œuvres à proximité de passages d'air ou de systèmes de chauffage.

4-3. Restauration :

L'emprunteur prend en charge les frais de restauration et/ou d'intervention nécessaires pour assurer de bonnes conditions de présentation. Sont concernées les interventions curatives, préventives, les mises sous passe-partout et encadrement.

Le choix du prestataire et la transmission du devis relèvent du prêteur.

L'intervention est réalisée, de préférence, avant le départ de l'œuvre.

En cas de mise sous passe-partout ou d'encadrement, les œuvres sont renvoyées avec leur cadre sauf indication contraire.

L'emprunteur informe le prêteur de toute modification de l'état du bien pendant ou après l'exposition, sollicite son accord préalable pour toute intervention ou restauration, dans le respect des règles en vigueur : habilitation Musée de France, réversibilité et intégrité de l'œuvre.

4-4. Mention(s) :

Tout cartel, fiche de salle ou document présentant l'œuvre comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- Nom de l'artiste ;
- Dates de naissance et de décès ;
- Titre et date de l'œuvre ;
- Matériaux, technique, domaine ;
- Dimensions et/ou durée ;
- Mention du musée : Collection du Musée d'art contemporain de la Haute-Vienne - Château de Rochechouart.

Dans le cas d'une fiche de salle ou de tout autre document détaillé, une copie est transmise au prêteur.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

5-1. Assurance clou à clou :

Les frais d'assurance sont à la charge de l'emprunteur. Une assurance « clou à clou » tous risques, sans franchise et comportant une clause de non-recours est exigée.

L'attestation d'assurance est fournie obligatoirement avant le départ de l'œuvre.

La valeur d'assurance figure sur la fiche de prêt.

5-2. Couverture des risques :

En cas de détérioration du bien durant la période couverte par l'assurance, les frais sont à la charge de l'emprunteur dans la limite de la valeur d'assurance.

Si une détérioration est constatée au retour de l'œuvre, il appartient au prêteur de fournir dans les jours suivants, les éléments établissant la responsabilité de l'emprunteur.

ARTICLE 6 : REPRODUCTIONS ET COMMUNICATION

6-1. Reproductions photographiques

L'emprunteur peut obtenir la reproduction photographique de l'œuvre après concertation avec le prêteur. Quelle que soit la destination de la reproduction, les mentions du musée indiquées à l'article 4-4 figurent obligatoirement.

Lorsque le droit de reproduction relève d'une société de gestion (type ADAGP), la demande et les frais incombent à l'emprunteur.

Si des prises de vues professionnelles sont réalisées lors de l'exposition, l'emprunteur en informe le prêteur et s'engage à lui transmettre les visuels.

6-2. Communication interne

L'emprunteur est autorisé à utiliser les reproductions à des fins exclusivement non commerciales, pour les supports de communication interne et la médiation autour de l'exposition.

Les mentions et crédits sont indiqués conformément aux prescriptions du prêteur.

6-3. Catalogue

Lorsqu'un catalogue est publié, deux exemplaires sont adressés à :

Musée d'art contemporain de la Haute-Vienne
Place du Château
87600 ROCHECHOUART

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification du présent contrat fait l'objet d'un avenant écrit, signé par les deux parties avant toute mise en œuvre.

Aucun accord verbal n'engage le prêteur.

ARTICLE 8 : DROIT APPLICABLE

Le présent contrat est soumis à la loi française. Les parties s'engagent à rechercher une résolution amiable de tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du contrat.

À défaut d'accord amiable, les litiges relèvent de la compétence des juridictions du de la cour d'appel de Limoges, laquelle peut être saisie *via* l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Limoges, le
En deux exemplaires originaux.

**Pour le Département,
Le Président du Conseil
départemental,**

**Pour le Musée d'art moderne, d'art
contemporain et d'art brut
Le directeur,**

Jean-Claude LEBLOIS

Sébastien FAUCON